

**Union européenne - Conseil affaires
étrangères - Maldives : l'UE adopte
un cadre en vue de sanctions ciblées
- Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 16 juillet 2018)**

Le 16 juillet, le Conseil des affaires étrangères a adopté un cadre en vue de mesures restrictives ciblées à l'encontre des personnes et entités responsables d'actes portant atteinte à l'Etat de droit ou faisant obstacle à la recherche d'une solution politique inclusive aux Maldives, ainsi que des personnes et entités responsables de violations graves des droits de l'Homme. La décision adoptée permet, si la situation ne s'améliore pas, d'instaurer une interdiction de se rendre dans l'UE et un gel des avoirs contre les personnes et entités concernées.

Cette décision s'inscrit dans le prolongement direct des conclusions du Conseil des affaires étrangères du 26 février 2018 relatives aux Maldives. Le Conseil a estimé que la situation n'était pas conforme aux principes de gouvernance démocratique et de séparation des pouvoirs, et a indiqué qu'il pourrait envisager des mesures ciblées si elle ne s'améliorait pas.

Dans ses conclusions, le Conseil a invité le gouvernement des Maldives à engager avec les dirigeants de l'opposition un véritable dialogue qui ouvre la voie à la tenue d'un scrutin présidentiel crédible, transparent et ouvert à tous./.